



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21604
23 août 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

**NOTE VERBALE DATEE DU 23 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU DANEMARK AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES**

Le Représentant permanent du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de lui faire tenir le texte de la note verbale datée du 23 août 1990 que lui adresse le Gouvernement danois en application des dispositions de la résolution 661 (1990), adoptée par le Conseil de sécurité le 6 août 1990.

Le Représentant permanent du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies serait obligé au Secrétaire général de bien vouloir faire distribuer la note verbale ci-jointe comme document du Conseil de sécurité et d'en communiquer la teneur au Comité créé en vertu du paragraphe 6 de la résolution 661 (1990) du Conseil.

ANNEXE

Note verbale datée du 23 août 1990, adressée au Secrétaire
général par le Gouvernement danois

Le Gouvernement du Royaume du Danemark présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, en réponse à sa note du 8 août 1990, a l'honneur de lui communiquer les informations ci-après concernant les mesures qu'il a prises en application de la résolution 661 (1990), adoptée par le Conseil de sécurité le 6 août 1990.

Le Conseil des Communautés européennes a adopté, le 8 août 1990, son arrêté No 2340/90 relatif à l'application, par la Communauté européenne, des dispositions de la résolution 661 (1990) concernant l'embargo commercial contre l'Iraq et le Koweït. Par cet arrêté, le Conseil interdit :

- Toutes importations au sein de la Communauté de marchandises en provenance d'Iraq et du Koweït, quelle qu'en soit l'origine;
- Toutes exportations vers l'Iraq et le Koweït de marchandises en provenance de la Communauté, quelle qu'en soit l'origine, à l'exception de fournitures à usage médical clairement désignées et d'une aide alimentaire qui pourrait être décidée dans le cadre d'opérations de secours d'urgence.

L'arrêté interdit également sur le territoire de la Communauté, ou par des navires ou avions immatriculés dans la Communauté, ou par tout ressortissant de la Communauté, toutes activités qui auraient pour effet de favoriser ou sont conçues pour favoriser la vente ou la fourniture de marchandises vers ou depuis l'Iraq et le Koweït. Cette dernière disposition suppose l'interdiction de tous services se rapportant aux échanges de marchandises.

L'interdiction de la vente ou de la fourniture de marchandises à l'Iraq et au Koweït vise également les contrats et obligations conclus mais non honorés avant le 7 août 1990.

L'arrêté du Conseil des Communautés est entré en vigueur le 9 août 1990, avec effet rétroactif au 7 août 1990. Il s'applique directement dans tous les Etats membres de la Communauté, y compris le Danemark.

Sur le plan national, l'ordonnance royale No 565, publiée le 9 août 1990, est entrée en vigueur le 10 août 1990. Rappelant les dispositions de l'arrêté du Conseil des Communautés, elle inscrit dans la législation danoise les dispositions de la résolution du Conseil de sécurité relatives aux mesures financières visant l'Iraq. Tous les encours, titres et liquidités compris, détenus par l'Etat iraquien ou par des personnes physiques ou morales domiciliées en Iraq sont crédités à des comptes bloqués dans des banques danoises; tous transferts à l'étranger de moyens de paiement effectués pour le compte de l'Etat iraquien ou desdites personnes ou à mettre à leur disposition sont soumis à l'autorisation du Ministère de l'industrie.

L'ordonnance fixe également les peines encourues en cas de non-respect de l'arrêté du Conseil des Communautés et des dispositions interdisant toutes transactions financières, peines qui peuvent aller jusqu'à quatre ans d'emprisonnement.

Les avoirs financiers détenus par l'Etat du Koweït ont été placés sous garde dès le 3 août 1990, par un décret gouvernemental en vertu duquel les encours ont été crédités à des comptes bloqués dans des banques danoises et les transferts à l'étranger de moyens de paiement à l'Etat du Koweït ou à des personnes domiciliées au Koweït ne pouvaient se faire sans autorisation du Ministère de l'industrie. A la suite de l'adoption de la résolution 661 (1990) par le Conseil de sécurité, ce décret a été abrogé et remplacé par le décret No 575 du 14 août 1990, plus restrictif, puisqu'il étend au Koweït les mesures financières prises contre l'Iraq.

Le Danemark applique donc intégralement les dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.
